

**SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES**

244, rue de la Loi
BRUXELLES 4 - Tél. : 35.00.40

ARCHIVES
DIVISION
RADIO - TV - CINEMA

FACTURE

FICHE DE TOURNAGE

Sujet: *Demande d'adhesion du Danemark, au MC*

Lieu: *Palais Congres Br. President.*

Date: *11.5.67.* Heure: *19^h à 21^h00*

Opérateur: *I. Daffix* Assistant: *_____*

Pellicule: *16 n/bl neg.* 16 n/bl. revers. - 16 coul.
35 n/bl - 35 coul.

Sensibilité: 10 Din - 14 Din - 17 Din - 21 Din *23 Din* 27 Din

Marque: *Kodak. XXX. N.*

Nombre de bobines: ~~16 - 30 m x~~
16 - 60 m x
16 - 120 m x
35 - 60 m x
35 - 120 m x

Laboratoire (dév. + tir.) *Martin* terminé le: *?*

Son: _____ Bande magn.: _____
(marque + métrage)

Technicien son: _____

Studio Transcription son: _____ terminé le: _____

Observations techniques:

image: *Tournage sans lumière*
grande ouverture.

Signature: *U. Daffix* Signature: _____

Cette fiche doit être remplie en triple exempl. : 1 pour la division Radio-TV-Cinéma, à remettre au représentant de la division, 1 pour le producteur (à joindre à la facture) et 1 pour les archives du producteur.

Signature pour le Service de Presse et d'Information: _____

SUCCESSION DES PLANS

N°	SECONDES	SUJET
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations:

Date:

Paraphe:

il existe aussi des intérêts fort importants du Commonwealth, principalement dans le domaine de l'agriculture, pour lesquels il est de notre devoir de rechercher des sauvegardes dans les négociations. Ils englobent en particulier les problèmes spéciaux de la Nouvelle-Zélande et des pays du Commonwealth producteurs de sucre, dont les besoins sont actuellement sauvegardés par l'accord du Commonwealth sur le sucre.

(...)

Comme la Chambre le sait également, les mouvements de capitaux soulèvent des questions d'une importance particulière. Il ressort de nos pourparlers qu'ils peuvent être réglés par des arrangements appropriés.

(...)

Mais la décision du gouvernement a été motivée par des considérations plus vastes de politique économique et par des arguments encore plus importants. Chaque membre de la Chambre devra évaluer par lui-même les conséquences économiques, du fait de ne pas entrer dans la Communauté et dans une ère de larges groupements économiques, d'une tentative visant à établir et à maintenir une situation viable en restant dehors. Mais nous sommes tous conscients du potentiel à long terme pour l'Europe, et donc pour la Grande-Bretagne, de la création d'un marché unique de près de 300 millions de personnes avec toutes les perspectives et incitations que cela apportera à l'industrie britannique, et des énormes possibilités qu'une stratégie intégrée pour la technologie peut engendrier sur une échelle vraiment continentale. Je suis heureux de dire que mon collègue et moi-même avons trouvé que cette idée a eu un grand impact partout en Europe.

Mais, quels que soient les arguments économiques, la Chambre se rendra compte que, comme je l'ai précisé à diverses reprises, l'initiative du gouvernement découle avant tout de notre constatation que l'Europe se trouve maintenant devant l'occasion d'un grand mouvement en avant vers l'unité politique et que nous pouvons — et en vérité nous devons — y jouer pleinement notre rôle.

Nous ne voyons pas l'unité européenne comme quelque chose d'étroit ou de renfermé sur lui-même. La Grande-Bretagne a ses propres liens vitaux à travers le Commonwealth et, dans d'autres domaines, avec d'autres continents. Il en est de même pour d'autres pays européens.

Ensemble, nous pouvons faire en sorte que l'Europe joue dans les affaires mondiales le rôle que l'Europe d'aujourd'hui ne joue pas présentement. Car une Europe qui ne réussit pas à faire valoir sa pleine puissance économique n'aura jamais l'influence politique qu'à mon sens elle pourrait et devrait exercer au sein des Nations unies, au sein de l'Alliance occidentale et comme moyen d'amener une détente durable entre l'Est et l'Ouest, et de contribuer aussi plus pleinement encore à la solution du problème mondial entre le Nord et le Sud pour les besoins du monde en voie de développement.

C'est pour toutes ces raisons que nous entendons pousser notre demande d'adhésion avec toute la vigueur et la détermination dont nous sommes capables. »

Lors du débat à la Chambre des communes, du 8 au 10 mai 1967 M. Wilson avait fait de nouvelles déclarations dans lesquelles il a renouvelé plusieurs affirmations ou analyses faites antérieurement et a répondu aux nombreuses questions et interventions des parlementaires. A l'issue de trois jours de débats, la Chambre des communes a approuvé, le 10 mai, la décision du gouvernement de poser la candidature de la Grande-Bretagne à l'adhésion au Marché commun. Le vote a été acquis par une majorité de 426 voix, 488 députés ayant voté pour et 62 contre. Parmi ces derniers figuraient environ 35 travaillistes. Les conservateurs et les libéraux ont massivement approuvé la décision du gouvernement. Le nombre total des abstentions (conservateurs compris) se situe aux environs de 80.

10

6 - 1967

Résolution du Parlement européen

Par ailleurs, le Parlement européen s'est prononcé, lors de sa session du 8 au 12 mai, à l'unanimité en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne aux trois Communautés des Six, pourvu que l'esprit et la lettre des traités de Paris et de Rome soient respectés. Dans la résolution adoptée, le Parlement européen estime que l'adhésion de la Grande-Bretagne « contribuera à renforcer ces Communautés et à réaliser des progrès ultérieurs vers l'union politique des peuples européens » (1).

La demande d'adhésion du Danemark

M. Tyge Dahlgaard, ministre du commerce et de l'intégration européenne du gouvernement du royaume de Danemark, a adressé le 11 mai 1967 à M. Renat van Elslande, ministre des affaires européennes du royaume de Belgique et président en exercice du Conseil de la Communauté économique européenne, une lettre par laquelle il demande que le Danemark soit admis, aux termes de l'article 237 du traité de Rome, dans la Communauté économique européenne en qualité de membre.

Cette lettre est ainsi rédigée :

« Monsieur le Président,

Me référant à la note du gouvernement danois, en date du 10 août 1961, relative à l'adhésion du Danemark dans la Communauté économique européenne, et à l'article 237 du traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, j'ai l'honneur, au nom du gouvernement danois, de demander que le Danemark soit admis dans la Communauté économique européenne en qualité de membre.

Le gouvernement danois attacherait la plus grande importance à ce que les négociations à ces fins puissent être reprises aussitôt que possible.

Vous priez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération. »

Deux autres lettres ont été adressées le 11 mai à M. Renat van Elslande, président en exercice du Conseil de la Communauté économique de l'énergie atomique, et à M. Antoine Wihrenkel, président en exercice du Conseil spécial de ministres de la Communauté économique du charbon et de l'acier, en vue de l'adhésion du Danemark à ces deux Communautés.

Le texte de ces lettres a été ensuite remis par le chargé d'affaires ad interim du Danemark à M. Levi-Sandri, vice-président de la Commission de la CEE, ainsi qu'à la Haute Autorité et à la Commission d'Euratom.

Les déclarations de M. Tyge Dahlgaard devant le Parlement danois, le débat et le vote favorable

Le 3 mai, M. Tyge Dahlgaard a déclaré devant le Parlement danois : « (...) Le gouvernement danois se félicite de la décision du gouvernement britannique. Cette décision ouvre la voie à des progrès nouveaux vers une intégration européenne étendue qui est depuis longtemps le but de la politique européenne du gouvernement danois. Par conséquent le gouvernement s'efforcera d'ouvrir aussitôt que possible des négociations pour l'adhésion du Danemark aux Communautés européennes (...).

(1) Le prochain numéro du Bulletin relatera les débats de cette session du Parlement.

6 - 1967

11

Le Danemark a de tout point de vue un intérêt essentiel à participer à l'intégration européenne. La prospérité du Danemark a toujours été profondément liée à celle d'autres pays, surtout des pays qui font partie des groupements actuels des marchés européens, ce qui présente des raisons pesantes pour la participation du Danemark à une Communauté européenne élargie, comprenant le plus grand nombre des pays intéressés en Europe.

Le gouvernement a à cœur la participation de nos voisins nordiques à cette entreprise. En accord avec la recommandation du Conseil nordique à Helsinki, il importe au gouvernement danois de maintenir le libre marché nordique. Le gouvernement a l'intention de continuer ses contacts en la matière avec les gouvernements des autres pays nordiques à l'avenir (...).

Le premier ministre danois a fait de nouvelles déclarations devant le Parlement les 10 et 11 mai. Un débat sur la demande d'adhésion s'est déroulé, et un vote favorable a eu lieu le 11 mai au soir. Le Folketing a autorisé le gouvernement à reprendre des négociations avec la CEE par 150 voix contre 20 (socialistes du peuple) et une abstention.

La demande d'adhésion de l'Irlande

M. John Lynch, premier ministre du gouvernement de la république d'Irlande, a adressé, le 10 mai 1967, à M. Rens van Elsen, ministre des affaires européennes du royaume de Belgique et président en exercice du Conseil de la Communauté économique européenne, une lettre par laquelle, se référant à sa demande en date du 31 juillet 1961, son gouvernement sollicite l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion de l'Irlande à cette Communauté, au titre de l'article 237 du traité de Rome.

Cette lettre est ainsi rédigée :

« Excellence,

J'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de me référer à la demande irlandaise d'adhésion à la Communauté économique européenne au titre de l'article 237 du traité de Rome, qui fut présentée dans une lettre adressée le 31 juillet 1961 par mon prédécesseur au président en exercice du Conseil de la Communauté. Dans cette lettre mon prédécesseur affirmait, et je désire le répéter au nom du gouvernement actuellement en fonctions, que le gouvernement irlandais partage pleinement les idées qui ont inspiré les parties contractantes du Traité et accepte les objectifs de la Communauté tels qu'ils y sont définis, de même que l'action proposée pour atteindre ces objectifs.

En réponse à la demande du gouvernement irlandais, le Conseil avait, au cours de sa session des 22 et 23 octobre 1962, unanimement approuvé l'ouverture de négociations sur la demande d'adhésion de l'Irlande. La date de l'ouverture des négociations devait être fixée d'un commun accord. La suspension en janvier 1963 des négociations avec la Grande-Bretagne créa une situation où il n'était pas praticable de prendre de nouvelles initiatives en application de la décision d'octobre 1962 du Conseil.

Malgré la déception provoquée par ces événements, le gouvernement irlandais est resté convaincu qu'en temps voulu la progression vers l'élargissement de la Communauté, conformément à l'esprit du traité de Rome, reprendrait. En conséquence, il a continué à mener sa politique, à la fois sur le plan intérieur et dans le domaine des relations extérieures, en tenant pleinement compte des exigences d'une adhésion à la Commu-

12

6 - 1967

nauté, et du fait qu'il restait souhaitable de relancer la demande irlandaise dès que des circonstances favorables se présenteraient. Les événements récents incitent le gouvernement irlandais à croire que le moment est maintenant opportun pour proposer au Conseil de la Communauté de reprendre l'examen de la demande de l'Irlande. En conséquence, j'ai l'honneur de demander l'accord du Conseil sur la fixation d'une date rapide, convenant aux gouvernements des Etats membres pour l'ouverture de négociations sur la demande irlandaise d'adhésion à la Communauté au titre de l'article 237 du traité de Rome.

En examinant la présente requête, le Conseil se souviendra qu'au cours de la déclaration qu'il fit le 18 janvier 1962 aux ministres des gouvernements des Etats membres mon prédécesseur mentionna qu'à cause des relations mutuelles étroites entre l'économie de l'Irlande et celle du Royaume-Uni, et de l'intérêt vital de l'Irlande pour le commerce agricole, le gouvernement irlandais espérait que les pourparlers pour l'adhésion de l'Irlande à la Communauté seraient menés à bien en même temps que ceux concernant le Royaume-Uni. Par la même occasion, il fut précisé que le gouvernement irlandais apprécierait grandement d'être mis en mesure de suivre de près le déroulement des pourparlers avec le Royaume-Uni et d'autres pays sur les questions intéressant l'Irlande, et de faire valoir ses vues avant que des décisions soient prises. La conclusion, en décembre 1965, de l'accord sur la zone anglo-irlandaise de libre-échange constitue une raison supplémentaire pour avancer ces considérations en faveur de négociations parallèles.

Veuillez accepter, Excellence, les assurances de ma très haute considération. »

Deux autres lettres ont été adressées à M. Rens van Elsen comme président en exercice du Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique et à M. Antoine Wehenkel comme président en exercice du Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en vue de l'adhésion de l'Irlande à ces deux Communautés.

Le texte de ces lettres a été ensuite remis à la Commission de la CEE ainsi qu'à la Haute Autorité et à la Commission d'Euratom.

Déclaration du premier ministre devant le Parlement

Le 11 mai 1967, le premier ministre irlandais a fait devant le Parlement une déclaration soulignant notamment que l'objectif final devait être l'achèvement de l'unité politique de l'Europe, et qu'il était d'une importance vitale que l'Irlande entre dans la Communauté européenne simultanément avec la Grande-Bretagne, et que les négociations soient menées concurremment avec celles de ce pays. Parmi les principales préoccupations du gouvernement irlandais, il a exprimé notamment le vœu que soient assurés des arrangements satisfaisants de transition pour l'industrie, que la politique agricole commune assure des débouchés aux exportations à des prix stables et rémunérateurs, surtout pour le blé, le sucre de betterave, le bœuf, les produits horticoles. Les mesures britanniques transitoires pour l'agriculture sont d'une importance vitale et le gouvernement irlandais souhaite que ses vues en la matière soient prises en considération avant même qu'elles soient arrêtées.

6 - 1967

13